

## Lénine

# Nous avons payé trop cher<sup>1</sup>

9 avril 1922

Figurez-vous qu'un représentant des communistes doit pénétrer dans un local où les stipendiés de la bourgeoisie font de la propagande devant une assistance ouvrière assez nombreuse. Figurez-vous aussi que la bourgeoisie veuille nous faire payer assez cher l'entrée de ce local. Si le prix n'a pas été convenu à l'avance, nous devons naturellement marchander dans l'intérêt du budget de notre Parti. Et si nous consentons à payer trop cher, nous faisons indiscutablement une faute. Mais il vaut mieux payer cher — aussi longtemps du moins que nous n'avons pas appris à bien marchander — que renoncer à prendre la parole devant des ouvriers, qui constituaient jusqu'à présent l'auditoire « réservé » en quelque sorte, des réformistes, c'est-à-dire des amis les plus sûrs de la bourgeoisie.

Cette comparaison m'est venue à l'esprit en lisant dans la [Pravda](#) un télégramme de Berlin annonçant dans quelles conditions l'accord s'est réalisé entre les représentants des trois Exécutifs.

Nos représentants ont eu tort, j'en suis convaincu, de souscrire aux deux conditions suivantes :

1. Que le pouvoir des Soviets n'applique pas la peine de mort dans l'affaire des 47 socialistes-révolutionnaires ;
2. Que le pouvoir des Soviets autorisera la présence des représentants des trois Internationales.

Ce ne sont là que concessions politiques faites par le prolétariat révolutionnaire à la bourgeoisie réactionnaire. Si quelqu'un en doute, il suffit, pour faire justice d'un doute aussi naïf, de poser la question suivante : le gouvernement anglais ou tout autre gouvernement actuel consentirait-il à laisser assister aux procès des ouvriers irlandais insurgés les représentants des trois Internationales ? Ou bien au procès des ouvriers qui se sont rebellés récemment en Afrique du Sud ? Le gouvernement anglais ou tout autre gouvernement actuel consentirait-il à prendre l'engagement de ne pas appliquer à ses ennemis politiques la peine capitale ? Quelques réflexions sur cette question suffisent à faire comprendre cette simple vérité. Nous sommes en présence, dans le monde entier, d'une lutte entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie réactionnaire. En l'occurrence, l'Internationale Communiste, qui représente l'un des deux camps, fait une concession politique à l'autre, à la bourgeoisie réactionnaire. Car nul n'ignore (sauf ceux qui voudraient dissimuler l'évidente vérité) que les socialistes-révolutionnaires ont tiré sur les communistes, organisé contre eux des insurrections, formé en fait, et souvent formellement, le front uni avec la réaction bourgeoise Internationale.

Et nous demandons ce que nous a cédé en échange la bourgeoisie internationale ? A quoi il ne peut y avoir qu'une réponse : rien.

Cette évidence ne peut être masquée que par des réflexions tendant à tromper les masses ouvrières sur la simple et claire vérité de la lutte des classes. Par l'accord que la délégation de la 3<sup>e</sup> Internationale a signé à Berlin, nous avons déjà fait sans compensation aucune, deux concessions politiques à la bourgeoisie internationale.

Les représentants des Internationales 2 et 2½ nous ont, dans cette affaire, amenés à faire des concessions à la bourgeoisie internationale, tout en se refusant eux-mêmes à provoquer, ou même à tenter de provoquer la moindre concession politique de la bourgeoisie internationale au prolétariat révolutionnaire. Ce fait politique indéniable a naturellement été voilé par une habile diplomatie (la bourgeoisie a pendant des siècles enseigné la diplomatie aux représentants de sa classe), mais le fait n'en est en rien modifié. Que les représentants des Internationales 2 et 2½ aient été directement ou indirectement en liaison avec la bourgeoisie, la question n'a qu'une importance de dixième ordre. Nous ne les accusons pas de liaison directe. Ce qui nous intéresse seulement, c'est que, sous leur pression, l'I. C. a fait sans compensation une concession politique à la bourgeoisie internationale.

Qu'en faut-il déduire ?

D'abord que les camarades [Radek](#) et [Boukharine](#) et les autres représentants de l'I.C. se sont trompés.

En résulte-t-il que nous devons déchirer l'accord qu'ils ont signé ? Non. Ce serait, je pense, une conclusion erronée, et nous ne devons pas déchirer cet accord. Il nous appartient seulement de conclure que les diplomates bourgeois ont été cette fois plus habiles que les nôtres et que nous devons la fois prochaine — si le prix d'entrée du local n'est pas spécifié à l'avance — marchander et manœuvrer avec plus d'habileté. Nous devons nous donner pour règle de ne pas faire des concessions politiques à la bourgeoisie internationale (de quelque manière qu'elles fussent présentées par quelque intermédiaire que ce soit) si, d'autre part, elle ne fait pas de concessions politiques plus ou moins équivalentes à la Russie des Soviets ou à d'autres contingents du prolétariat international en lutte avec le capital.

Il se peut que les communistes italiens et qu'une partie des communistes et des syndicalistes français, adversaires du front uni, tirent de ces réflexions des conclusions contre la tactique du front uni. Ils auront manifestement tort. Si les fondés de pouvoir des communistes ont payé trop cher l'entrée d'un local dans lequel ils ont quelque possibilité, même minime, de parler à des ouvriers qui constituaient jusqu'à présent l'auditoire « réservé » des réformistes, nous devons tâcher de corriger cette faute une autre fois. Mais se refuser de rien payer pour entrer dans ce local fermé, assez bien défendu, c'eût été une faute plus grande encore. La faute de Radek, de Boukharine et de nos autres délégués n'est pas grande ; d'autant moins grande que nous risquons tout au plus que les ennemis de la Russie des Soviets, encouragés

<sup>1</sup> Source : *le Bulletin communiste*, troisième année, numéro 19, 4 mai 1922, sous le titre « Après la conférence de Berlin », avec des corrections d'après le texte russe. Une autre traduction figure dans le tome 33 des *Œuvres* (quatrième édition en français).

par les résultats de la Conférence de Berlin, n'organisent, peut-être avec succès, deux ou trois attentats contre des particuliers. Car ils savent maintenant à l'avance qu'ils peuvent tirer sur les communistes avec un certain nombre de chances de voir ensuite les conférences telles que celle de Berlin empêcher les communistes de tirer sur eux.

Mais, en tout cas, une certaine brèche est faite dans une enceinte fermée. En tout cas, Radek a réussi à montrer, ne serait-ce que devant une partie des ouvriers, que la 2<sup>e</sup> Internationale se refuse à inscrire, parmi les mots d'ordre des manifestations, l'annulation du traité de Versailles. La grande faute des communistes italiens et d'une partie des communistes et des syndicalistes français, c'est de se contenter de ce qu'ils savent. Ils savent que les gens des Internationales 2 et 2½ et aussi M. [Serrati](#), [Paul Levi](#) et *tutti quanti* sont les fondés de pouvoir les plus habiles de la bourgeoisie et les conducteurs de son influence. Mais les ouvriers qui le savent et le comprennent ne sont incontestablement qu'une minorité en Italie, en Angleterre, en Amérique et en France. Les communistes ne doivent pas se contenter de cuire dans leur propre jus : ils doivent apprendre, sans reculer devant certains sacrifices, sans craindre des fautes inévitables au début de toute besogne neuve et difficile, à pénétrer dans le local clos où les représentants de la bourgeoisie agissent sur les ouvriers. Les communistes qui ne veulent pas le comprendre et l'apprendre ne peuvent espérer la majorité ouvrière et retardent en tout cas, en la rendant plus difficile, la conquête de cette majorité. Ce qui est pour eux, comme pour tous les militants sincèrement dévoués à la révolution ouvrière, une chose tout à fait impardonnable.

Représentée par ses meilleurs diplomates, la bourgeoisie s'est montrée, une fois de plus, plus habile que les négociateurs de l'I. C. C'est la leçon de Berlin. Nous ne l'oublierons pas. Nous en tirerons les conclusions nécessaires. Les représentants des Internationales 2 et 2½ ont besoin du front uni parce qu'ils espèrent nous affaiblir en nous imposant des concessions excessives ; ils comptent entrer dans notre local gratuitement ; ils comptent convaincre les travailleurs par la tactique du front de l'excellence des raisons du réformisme et de l'erreur du révolutionnarisme. Nous avons besoin du front uni parce que nous espérons convaincre les travailleurs du contraire. Les fautes de nos représentants, nous les rejeterons sur les militants ou sur les partis qui les commettent ; et nous tâcherons d'apprendre à ne pas les répéter. Mais, en aucun cas, nous ne ferons retomber les fautes de nos camarades communistes sur les masses prolétariennes affrontant, dans le monde entier, l'offensive capitaliste. Pour aider ces masses à combattre le capital, pour les aider à comprendre le « mécanisme compliqué » des deux fronts dans la politique et l'économie internationales, nous avons adopté la tactique du front uni et nous l'appliquerons jusqu'au bout.